

Quelles conclusions tirez-vous du dernier sommet européen ?

Ce sommet n'a rien changé à la situation. Le compromis ne règle en rien le problème de l'euro car il ne fait que renforcer la rigueur budgétaire, sans permettre la reprise de la croissance économique. Nos déficits résultent certes pour partie de politiques de dépenses irresponsables, mais aussi et surtout de l'absence d'une croissance économique suffisante, laquelle tient largement à la monnaie unique et à sa gestion. En fait, depuis sa création, l'euro a été un mark plus faible que ne l'aurait été l'ancienne monnaie allemande, mais beaucoup trop fort pour la moyenne des pays de la zone euro, ce qui a eu pour résultat de ruiner complètement les économies des pays du Sud et d'anémier les économies française et italienne, au seul profit des exportations et des retraités allemands.

Il eût fallu exiger à temps d'Angela Merkel une révision du traité de Maastricht pour qu'à l'objectif de stabilité des prix soit adjoint celui de la croissance économique, à l'instar des Etats-Unis où la Réserve fédérale veille au contrôle de l'inflation, mais aussi à la croissance et au plein emploi. La seule annonce d'un tel objectif de révision aurait fait baisser l'euro au niveau du dollar et aurait donné un indispensable ballon d'oxygène. En effet, il n'y a rien de tel dans Maastricht, François Mitterrand ayant tout cédé aux Allemands dans la perspective de les retenir en Europe, tant il était effrayé par la chute du mur de Berlin. Le projet initial n'ayant jamais été remis en cause, nous sommes restés avec un euro trop cher qui a conduit aux déficits de balance des paiements et aux déficits budgétaires que l'on connaît, et donc à un chômage européen désormais intenable.

Le second point, absolument pas réglé par le sommet européen, est celui - essentiel et toujours oublié par les euro-lâtres - des écarts de compétitivité à l'intérieur de la zone euro. La monnaie unique a été facteur de crise du fait de sa cherté, mais aussi parce qu'elle supprimait toute diversité et possibilité d'ajustements monétaires. Or il était évident que souffrant d'énormes différences de productivité, la zone euro ne pouvait constituer une zone monétaire équilibrée. Institution peuplée de fonctionnaires globalement médiocres et sans leadership politique, la Commission européenne n'a rien fait pour y remédier sérieusement, pas plus que la Banque centrale européenne (BCE), si bien que près de vingt ans après la signature de Maastricht, les zones les moins développées se retrouvent anéanties par les zones fortes. L'Allemagne a vu ses exportations exploser en Europe. Les produits de l'Europe du Sud ont été remplacés par ceux de l'Europe du Nord, avec pour résultat une insuffisance de croissance, du chômage, des déficits de balance des paiements, et donc des déficits budgétaires et sociaux qu'une rigueur budgétaire accrue ne fera qu'accentuer ! Nous n'étions que quelques-uns à le dire à l'époque : Maastricht ne pouvait pas fonctionner. Les faits nous ont, hélas, donné raison.

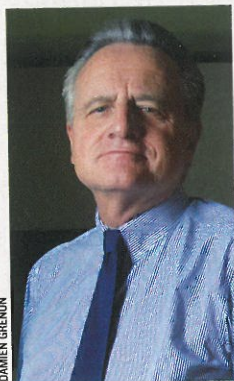
Si bien que quelles que soient les décisions prises lors du dernier sommet européen, on ne peut aller, selon vous, que vers de nouveaux déficits et de nouvelles crises ?

Assurément. Pour compenser la rigidité de la monnaie unique, qui interdit aux diverses zones de rétablir leurs dispari-



Je suis convaincu
que la BCE
n'achètera
pas massivement
de dettes souveraines

tés de compétitivité par des dévaluations, il aurait fallu avoir une politique de transferts massifs avec un budget européen global. Autrement dit, un vrai système fédéral, pas « l'Europe de la trique » prônée par Mme Merkel, une Europe où la rigueur asphyxie les économies sans que l'Europe du Nord, qui est la seule à profiter de la situation, paye pour la ruine de l'Europe du Sud et l'affaiblissement de la France et de l'Italie. Je demeure personnellement opposé à un tel système fédéral. En effet, je ne vois pas l'intérêt de reconstituer entre les pays d'Europe ce que nous avons, par exemple, avec nos départements d'outre-mer, qui coûtent des fortu-



DAMIEN GRENON

Philippe Villin (ENA, Inspection des finances) est banquier d'affaires. Ancien vice-président directeur général du « Figaro », et président de « France-Soir », il dirige aujourd'hui PH. Villin Conseil qu'il a fondé.